

« SABARI DAYS »⁶ COMME INSTRUMENT DE GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE : FONCTIONS POLITIQUES ET IMPACT SUR LA DÉMOCRATIE.

Pénédjotêh Jean-Paul COULIBALY

Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire) / jeanpaulsaurauh@gmail.com

Résumé

En Côte d'Ivoire, l'environnement sociopolitique est rythmé par la violence et les crises. Cet état de fait influence la gouvernance politique et démocratique du pays. Depuis 2010, les gouvernants ont développé des discours et des pratiques autour de la cohésion et de la paix sociale. Ainsi, toutes les contestations individuelles ou collectives sont corrélées au politique et au pouvoir. Fort de cela, des journées du pardon appelées communément « sabari days » sont apparues dans l'espace public. Elles sont perçues comme une composante de gouvernance prisée par les autorités. Dans leurs usages, il semble qu'elles remplissent diverses fonctions politiques pour les gouvernants. Cet article se propose de mettre en lumière les usages et fonctions politiques des « sabari days » tout en montrant leur impact sur la démocratie. La méthode qualitative sera privilégiée et l'analyse de contenu permettra d'atteindre les objectifs de l'étude à partir de trois faits relayés dans la presse.

Mots clés : démocratie, gouvernance, pardon, presse, stratégie politique.

Abstract

In Ivory Coast, the socio-political environment is punctuated by violence and crises. This state of affairs influences the political and democratic governance of the country. Since 2010, leaders have developed discourses and practices around cohesion and social peace. Thus, all individual or collective protests are correlated with politics and power. With this in mind, days of forgiveness commonly called "sabari days" appeared in the public space. They are seen as a component of governance

⁶ Une appellation formée de deux mots : « sabari » en malinké signifie « pardon » et « day » en anglais signifie « jour ou journée ». Ce qui fait dire que « sabari day » signifie « journée du pardon »

valued by the authorities. In their uses, it seems that they fulfill various political functions for those in power. This article aims to highlight the uses and political functions of “sabari days” while showing their impact on democracy. The qualitative method will be favored and the content analysis will make it possible to achieve the objectives of the study based on three facts relayed in the press.

Key words: democracy, governance, Pardon, Press, political strategy.

Introduction

En Afrique noire, la notion de pardon est très ancrée dans les pratiques culturelles. Cette notion fait référence aux interactions souvent conflictuelles qu’il peut avoir entre les membres d’une fratrie ou d’un ensemble de personnes partageant le même espace de vie. Tel qu’utilisé, le pardon est révélateur des croyances qui donnent une place de choix au droit d’aînesse et à la recherche d’une communauté paisible. S. Fancello et A. Mary, dans une étude ont pu dire que

À l’image de la soudure que pratique le forgeron, c’est un pouvoir de raccommoder, de « ressouder » les liens sociaux. Cette demande de pardon s’inscrit dans les procédures traditionnelles de médiation et de régulation des conflits, pour faire cesser un cycle de représailles, rétablir un rapport d’alliances, qui nécessitent l’intervention des « gens du pardon⁷.

Tous semblent s’accorder que la rhétorique du pardon est originellement inscrite dans les pratiques religieuses et sociales. Cependant, le politique s’en sert de plus en plus comme instrument de gouvernance. Il n’est donc pas rare de voir le pardon être mis au cœur des stratégies des gouvernements, des partis politiques, etc. En Côte d’Ivoire, son usage a très souvent été justifié après les crises nationales et dans la résolution des dissensions internes aux partis politiques. La violence sociopolitique qui secoue le pays a fait le lit d’une instabilité dont les événements majeurs sont : le coup d’État de 1999, la rébellion de 2002 et

⁷ [Institutions du pardon et politiques de la délivrance en Afrique de l’Ouest \(openedition.org\)](https://openedition.org) consulté le 04/01/2024

la guerre postélectorale de 2010. Pour tenter de ressouder le tissu sociopolitique abîmé par les querelles politiques et les tensions sociales, des cérémonies nationales autour du pardon ont été organisées en 2001 (Forum pour la réconciliation nationale) et en 2007 (Flamme de la paix). Depuis 2010, on constate une certaine surenchère politique autour du pardon du fait de sa répétitivité dans la pratique politique des gouvernants. Cette tendance a donné naissance à une floraison de journées appelées « sabari days ». En effet, ces journées s’organisent dans certaines régions entre les populations locales et les autorités politiques pour diverses raisons. Il s’avère donc que le « *recours aux rhétoriques du pardon (...) sont, particulièrement sur la scène politique (...), des pratiques récurrentes et ritualisées.* »⁸. Dans la pratique, lesdites journées sont organisées suite à des dénonciations publiques individuelles ou manifestations publiques collectives visant certaines décisions des gouvernants. Il nous a paru alors que ces journées ont des fonctions et qu’elles jouent un rôle dans la gouvernance politique en Côte d’Ivoire. Si l’organisation de ces journées peut s’interpréter comme faisant partie de la stratégie politique des gouvernants, quid de leur impact sur la démocratie ?

L’objectif de cette étude est de comprendre les usages et fonctions politiques des « sabari days » en déclinant leurs conséquences sur la démocratie en Côte d’Ivoire.

1. Contours théoriques et méthodologiques de l’étude

1.1. Les aspects théoriques

Nous commencerons par les postures de P. Lazarsfeld et E. Katz (1955) sur les médias et prolongerons les réflexions avec les propositions conceptuelles liées à la démocratie et le pardon. Les médias sont des outils qui, dans leur conception, permettent aux individus de s’informer. C’est cette finalité que nous retiendrons dans ce travail. Dans ce sens, ils sont devenus très importants dans l’éveil du citoyen en favorisant sa participation politique. Ils permettent aussi de rehausser la qualité de la démocratie. En sus, les nouveaux médias vont au-delà en intégrant un

⁸ <https://journals.openedition.org/africanistes/7179?lang=en> consulté le 04/01/2024.

degré interactionnel rapide insoupçonné. Pour cela, les faits, autrefois censurés dans les médias traditionnels, échappent à la puissance tutélaire des autorités aujourd'hui. Mais, la circulation des informations ne relève pas que des médias, elle est aussi assurée par les leaders d'opinion. Ainsi, P. Lazarsfeld (1955), a pu mettre en lumière la notion de médiation à travers la figure du leader d'opinion. Pour lui et ses pairs, ce dernier joue un rôle prépondérant dans la (re)transmission des informations. Les individus ont tendance à accorder leur confiance aux personnes qui incarnent leurs idéaux. Les données informationnelles propagées par ces personnes servent à nourrir les connaissances des masses sur la vie publique. Ces connaissances les aident à prendre position sur des sujets d'actualité au sein de la société. Les leaders d'opinion sont certes des courroies de transmission, mais ils jouent souvent leur rôle en faveur d'un mandant. Ce dernier peut-être le président de la République, un ministre, une personnalité, etc. On constate alors que l'action du leader d'opinion peut être une action sur commande dans le but de faire converger les comportements des individus vers une opinion donnée. Dans une telle visée, les gouvernants tentent d'imposer aux acteurs sociopolitiques le silence et la passivité devant leurs décisions et pratiques politiques. Le pardon, dans la pratique de la démocratie, est controversé. Pendant que la démocratie encourage la liberté d'expression, le pardon, lui, recherche l'univocité. Dans les pays du Nord, elle est ce qu'elle n'ose pas être dans les pays du Sud. La démocratie en Afrique surtout en Côte d'Ivoire est encore en chantier et ses piliers sont instables. Comme le mentionne le baromètre sur la démocratie en Afrique :

En Afrique, Freedom House a observé une baisse significative des droits politiques, des libertés civiques, et de la qualité globale de la démocratie. Les plus grands changements se sont observés au sein de pays précédemment considérés comme « partiellement libre », dont beaucoup sont passés au statut « pas libre ».⁹

Dans ce propos, R. Mattes caricature la démocratie africaine comme une démocratie qui recule. En tant que modèle exogène, la démocratie

⁹ URL [ab_r7_policypaperno54_democratie_en_afrique_synthese_de_politique_fr1.pdf](#) consulté le 12/12/2023.

peine à assurer la stabilité politique, le développement global et l'épanouissement des citoyens. Elle est parfois vidée de sa substance au gré des ambitions politiques pour ne se définir que selon le contenu que chacun y met. L'expression libre des individus, les activités des partis politiques, la liberté des médias, les droits civiques et civils, l'organisation des élections, le pouvoir d'achat sont autant de sujets qui divisent les citoyens et les gouvernants. Les incongruités des démocraties africaines résident aussi dans l'amalgame entre les différentes sphères. La religion et la politique étant des champs opposés, on comprend difficilement qu'un instrument religieux puisse être de plus en plus l'apanage des acteurs politiques surtout des gouvernants. C'est pourquoi au sens des philosophes comme V. Jankélévitch (1967) et surtout J. Derrida (1999) l'esprit du pur pardon ne peut s'accommoder d'un pardon institué ou politisé. Pour eux, *« un pardon "finalisé" n'est pas un pardon, c'est seulement une stratégie politique ou une économie psychothérapeutique »* (J. Derrida 1999). De ces contours théoriques, nous avons opté pour une démarche que nous exposons dans les lignes ci-dessous.

1.2. La méthode de travail

La méthode que nous avons choisie pour mener cette étude est qualitative. L'approche qualitative est une démarche qui repose sur la compréhension des phénomènes et des comportements pris de façon individuelle ou collective. Elle concerne les besoins, les perceptions et les opinions des individus. Une telle méthode vise à répondre au « pourquoi ? » ou au « comment ? » des choses. Ainsi, il s'agit de comprendre les déterminants des comportements des individus dans le contexte politique comme c'est le cas dans cette étude. Par cette méthode de travail, le recueil des données visera à appréhender le phénomène des « sabari days » dans sa dimension politique, de le comprendre afin d'expliquer son impact sur la démocratie. D'un point de vue observationnel, il nous a semblé que le pardon a pris des proportions inquiétantes dans la politique en Côte d'Ivoire depuis 2010. Il est utilisé au mépris des règles de la démocratie. De plus en plus, ces journées sont organisées à travers les régions de la Côte d'Ivoire par les mêmes acteurs

sociopolitiques et surtout avec le même narratif. Les médias nous mettent à disposition des articles de presse (papier et numérique) ou des reportages (radiodiffusés et télévisuels) qui nous permettent de revisiter certains faits passés enregistrés et stockés. Par la recherche documentaire, nous allons consulter des articles de presse, des écrits divers sur le phénomène. Ainsi, à partir des outils d'information, nous avons pu sélectionner trois (3) faits : l'arrestation et l'incarcération de l'Iman Aguib pour sa critique contre le pouvoir en place contre la vie chère, la manifestation des jeunes de Bouaké contre les factures de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) et la révolte des jeunes de Séguéla en rapport avec la mort de l'ex-Premier ministre Ahmed Bakayoko. L'analyse de contenu de ces faits relatés va se faire via un corpus constitué de trois (3) articles de presse intimement liés aux trois faits susmentionnés. Nous avons choisi les articles de façon aléatoire. Cependant, ce choix est opéré sur la base du phénomène des « sabari days ». Les trois articles de presse, qui constituent le corpus, exposent trois situations en contexte de « sabari days ». Pour ce faire, nous avons choisi trois (3) journaux en ligne. Il s'agit de : connectionivoire.net, afrique-sur7.ci et 7infi.ci. Les médias assurent la diffusion des événements qui se produisent dans la société. Cette fonction informative permet de comprendre les phénomènes. Mieux, les médias sont des incubateurs de représentations sociales. Autrement dit, les journalistes et leurs organes traitent les informations de telle sorte qu'ils impactent la vision des individus sur les choses qui les entourent. Ils permettent aux individus d'avoir des nouvelles concernant leur environnement proche ou lointain. De même, ils leur permettent d'avoir des rapports spécifiques aux choses. L'analyse se fera au moyen de l'analyse de contenu. Elle est un outil qui permet de révéler les sens à travers des mots, des thèmes. Pour L. Bardin, l'analyse de contenu est

un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces énoncés » (L. Bardin, 1977, p. 43).

L'analyse va chercher, par le narratif des acteurs, à saisir les fonctions politiques des « sabari days » à travers leurs usages dans les pratiques des gouvernants. Les thèmes abordés et les formules consacrées pourront servir d'éléments interprétatifs et à la fois justificatifs de la stratégie politique.

2. Usages et fonctions politiques des « Sabari days » en Côte d'Ivoire

Si les journées de pardon s'organisent un peu partout sur le territoire, certainement, c'est parce qu'elles servent à quelque chose. Les acteurs mis en lumière et les discours qui y sont tenus, sont caractéristiques de leurs fonctions éventuelles. En nous appuyant sur les acteurs et les éléments de langage, on peut entrevoir la fonctionnalité des « sabari days » autour de : la cohésion, l'image, le pouvoir et la loyauté.

2.1. La fonction d'instauration et de maintien de la cohésion politique et ethnique¹⁰

En Côte d'Ivoire, la lutte pour le pouvoir a donné le sentiment, s'il ne l'a pas confirmé, que la politique oppose les régions, les ethnies et les hommes. Cette posture est largement partagée par plusieurs études. Depuis la crise post-électorale de 2010, ce sentiment s'est accentué dans le discours des acteurs politiques et dans leurs pratiques. Ainsi, des concepts comme « le rattrapage », qui désigne la mise à niveau des zones du Nord par rapport à celles du Sud, ont été développés. Ce concept, tout comme

¹⁰ « Interpellé une première fois par la Direction de surveillance du territoire (DST) pour ses propos qualifiés d'extrémismes religieux, l'Imam de la Mosquée Al-Houda Wa Salam d'Abobo a remis les couverts. Cette fois-ci, il a évoqué les frais trop élevés du pèlerinage à la Mecque et surtout le déguerpissement des habitants de Cocody Danga, imputant tous ces actes au pouvoir d'Alassane Ouattara. (...) Aussi, le 4 juillet 2018, il est convoqué par la DST et écroué aussitôt. Poursuivi pour discrimination, xénophobie et d'apologie du terrorisme, l'imam a par la suite été conduit devant le parquet d'Abidjan et détenu à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA). Cependant, le 14 août, l'Imam Aguib Touré est libéré sans autre forme de procès et sans explication officielle. Qu'à cela ne tienne ! Aguib Touré a été reçu en audience, ce 12 novembre 2018 par Drissa Koné, conseiller spécial du président de la République, chargé des cultes. Au palais, l'homme de Dieu a présenté ses excuses pour ses propos antérieurement tenus. L'Imam d'Abobo a par ailleurs exprimé sa reconnaissance au Président Ouattara pour les actes posés en faveur de la paix et la cohésion sociale » <https://www.afrique-sur7.ci/408145-sabari-aguib-toure-palais-presidentiel>

celui qui est en étude, est l'un des éléments convergents dissimulant la stratégie politique du Rassemblement des Houphouëtistes pour le Développement et la Paix (RHDP). La démocratie est un système d'égalité politique des citoyens. Elle offre aux citoyens la possibilité d'extérioriser leurs points de vue afin que les gouvernants puissent en tenir compte dans leurs prises de décisions. Malheureusement, la dénonciation et la critique constituent parfois des délits comme l'atteste l'article de presse intitulé « Côte d'Ivoire « Un sabari day pour Aguib Touré au palais présidentiel »¹¹. En effet, la critique « du pouvoir Ouattara » suffit à être conduit à la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) puis à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA). La liberté d'expression est perçue comme un crime de lèse-majesté. L'Imam Aguib fait partie de la communauté dont se réclame le pouvoir Ouattara et il officie dans une commune qui est dite bastion du RHDP. L'imam Aguib, en tant que leader religieux et par ricochet, leader d'opinion, joue un rôle important dans le dispositif informationnel au sens de P. Lazarsfeld. La stratégie dissimulée dans cette situation est l'intimidation qui s'avère être un mode de gouvernance. Il l'est par le fait même de faire peur et de menacer les individus qui dénoncent les pratiques et les décisions des gouvernants. Cette stratégie semble trouver écho dans les propos ci-après de Soumahoro Amadou, tenus lors d'un meeting à Daloa : « *Le plus important pour nous, c'est de protéger ce pouvoir que nous avons acquis, de haute lutte... Ne perdons pas de vue cet objectif, car Alassane Ouattara est notre fétiche... Restons unis et forts derrière lui.* »¹². L'image que l'on associe à la personne du président revêt un caractère sacré. Dans la société africaine, un fétiche est une représentation du surnaturel, de la métaphysique. Ainsi, la profanation est passible de malédiction, d'ostracisation et même de mort. Le lien entre dénonciation, critique et privation de liberté est la preuve que la démocratie en Côte d'Ivoire n'inclut pas le droit reconnu au citoyen d'apprécier la gestion de l'État. À partir de cette fonction, on se rend

¹¹ [Côte d'Ivoire: Un sabari day pour Aguib Touré au palais présidentiel - Afrique sur 7](#) consulté le 29/12/2023

¹² <https://news.abidjan.net/articles/491303/daloa-amadou-soumahoro-aux-secretaires-de-sections-alassane-ouattara-est-notre-fetich-restons-unis-derriere-lui>

bien compte que la cohésion se bâtit autour d'un personnage qui est le président de la République. Le président Alassane Ouattara est membre d'un parti politique appelé RDR et devenu RHDP. Il est originaire du nord de la Côte d'Ivoire et il est musulman. À ce titre, il est, pour ses partisans, le garant de la cohésion politique et ethnique. Il est, par ailleurs, garant de la cohésion nationale. Sauf que le lien entre la personne et la fonction incarnée n'est pas clairement perçu par les membres du bord politique. Pour eux, dénoncer les mauvaises décisions et les pratiques gouvernementales sous l'air de leur mentor, revient à détruire la cohésion politique et ethnique.

2.2. La fonction de sauvegarde de l'image et d'exonération politique¹³

Le complot est bien souvent l'argument des gouvernants. Les individus ont tendance à l'évoquer lorsqu'une action est menée contre eux ou contre leur façon de conduire une équipe ou une communauté. Il va consister à chercher des boucs émissaires. Cette stratégie cherche des raisons qui expliquent la survenue d'une situation en accusant autrui. Le complot est bien évoqué par le ministre Hamed Bakayoko en ces termes : *« Cette fois-ci on va aller jusqu'au bout. Les langues se délient. Tout ça c'est*

¹³ « « Bouaké, capitale du centre de la Côte d'Ivoire. Tout un symbole : ex-capitale de la rébellion, la ville s'est singulièrement illustrée par les casses et pillages qui s'y sont déroulés lors des manifestations éclatées contre les factures élevées de la Compagnie Ivoirienne d'électricité (CIE). Ce qui n'a pas du tout plu – aux dires d'Hamed Bakayoko, ministre de l'intérieur – au chef de l'État, Alassane Ouattara. Mais alors pas du tout. Même le déploiement des troupes de l'armée dans la ville, la traque aux pilleurs et les arrestations tous azimuts n'ont pas suffi à calmer la colère noire du Chef de l'État. Hamed Bakayoko, le séurocrate en chef, a même promis qu'il ira « jusqu'au bout ». Propagande politique ou acte de contrition ? Ce dont l'on est sûr, c'est que des individus – se réclamant de Bouaké – se sont mis en idée d'initier une cérémonie dite de « pardon au Chef de l'État Alassane Ouattara ». Rétablir l'image salie du Chef de l'État, ou à défaut, subir les représailles à venir y sont certainement pour quelque chose. Cela n'est pas à négliger. Bien entendu, même si cela est déplorable, il faut tout de même voir dans ce geste en désespoir de cause, un instinct de survie. Ces gens n'ont donc pas totalement torts, car nul n'ignore que chasse aux sorcières, traque, enlèvements, emprisonnements, tortures sont encore monnaie courante sous l'actuel régime » <https://connectionivoirienne.net/2016/08/09/cote-divoire-wallaye-ca-fait-pitie/> consulté le 29/12/2023

des enjeux politiques et des manipulations politiciennes. »¹⁴. Pour lui, les manifestations contre la hausse du coût de l'électricité ne peuvent être considérées comme des actions neutres. Elles ont forcément un lien avec des personnes qui en veulent au régime et plus particulièrement au président Ouattara. Pis, il accuse les opposants politiques d'être les instigateurs de cette action. Le faisant, le ministre élimine toute possibilité pour la population d'apprécier la politique du gouvernement et par conséquent, d'agir en son propre nom. L'amalgame entre les dénonciations (pouvoir d'achat des populations) et le pouvoir politique est frappant. En affirmant que « *Le président Ouattara est indéboulonnable et celui qui va s'amuser verra* » (idem), la conservation du pouvoir fait partie des enjeux des « sabari days » comme instrument de gouvernance. La rhétorique conspirationniste dans ce contexte, est une fuite en avant qui vise à jouer sur les émotions, sur l'affect afin de détourner l'esprit sur la quintessence des événements survenus.

Plus jamais ça ! Plus jamais ça ! Plus jamais ça ! Je vous en supplie ! les événements de Bouaké l'ont touché au plus profond de son âme, les événements de Bouaké lui ont fait mal. Les événements de Bouaké ont touché son cœur. Bouaké n'est pas n'importe quelle zone, n'est pas n'importe quelle région dans la vie politique du président Alassane Ouattara. Tout le monde se souvient du grand rassemblement à Bouaké et dont les images ont fait le tour du monde qui a porté son action politique et qu'il y ait ça sous sa présidence est quelque chose d'incompréhensible.¹⁵

Ici encore, on peut déduire des biais démocratiques lors de cette journée organisée à Bouaké. D'abord, pour des actions civiles, le ministre convoque un discours martial et militaire au point de jeter l'anathème sur l'armée qui est censée être républicaine et loyale. Ensuite, il accuse ouvertement des opposants politiques à qui il impute des actions subversives contre le pouvoir. La sauvegarde de l'image du chef de l'État passe par l'extinction de toute action de revendication à portée sociale.

¹⁴ News.abidjan.net/articles/596895/hamed-bakayoko-avoue-les-emeutes-de-bouaké-ont-fait-tres-mal-a-ouattara

¹⁵ Idem

Ainsi, quel que soit le coût de la vie, les populations n'ont pas le choix que de le subir en observant l'omerta. Les gouvernants déniaient aux citoyens le droit de protester face aux mauvaises politiques et aux décisions du gouvernement. Enfin, les éléments du discours tenu lors de cette cérémonie interrogent sur la possibilité d'alternance politique en Côte d'Ivoire. Les fonctions que révèlent les « sabari days », dans le contexte de Bouaké, concernent la réputation du président de la République et l'exonération des gouvernants devant les limites de leur gouvernance.

2.3. La fonction d'affirmation de la loyauté au chef¹⁶

Comme on le voit bien dans les prises de parole, les leaders politiques tiennent des discours qui renforcent leur proximité avec le

¹⁶ « La tension est montée d'un cran à Séguéla, au nord de la Côte d'Ivoire, ville d'origine d'Hamed Bakayoko. De jeunes gens sont descendus dans la rue, dans la foulée de l'annonce du décès du Premier ministre, pour crier des propos hostiles au pouvoir ivoirien. Amadou Soumahoro, Président de l'Assemblée nationale, également originaire de ladite localité, est donc monté au créneau pour interpellier les auteurs et autres complices de telles dérives. 10 mars 2021, Hamed Bakayoko, chef du Gouvernement de Côte d'Ivoire et ministre de la Défense, décède 20 jours après son évacuation sanitaire vers la France, puis, son transfert en Allemagne après la dégradation de son état de santé. L'on apprendra par la suite que le Chef du Gouvernement de Côte d'Ivoire a succombé à un cancer fulgurant. Même si le célèbre cyberactiviste Chris Yapi continue de soutenir mordicus que le chef du Gouvernement ivoirien aurait été victime d'un empoisonnement. Aussi, toutes les rumeurs et autres suspicions qui ont entouré ce décès inattendu du Golden Boy, ont-elles contribué à alimenter un certain sentiment de révolte chez les siens. C'est ainsi que dans la nuit du 10 mars, à Séguéla, des jeunes ont manifesté en groupes à travers la ville pour exprimer leur mécontentement face à la disparition soudaine de leur député. Certains manifestants ont même franchi le rubicond en pointant un doigt accusateur sur le président ivoirien, Alassane Ouattara. « Han haaannn, Alassane a chaud. Han haaannn, Alassane Ouattara », scandaient ces jeunes qui sont descendus dans la rue. Étaient-ils manipulés par des mains occultes ou plutôt cette manifestation était-elle spontanée ? Quoi qu'il en soit, Amadou Soumahoro, président du Parlement ivoirien, a aussitôt produit un communiqué pour interpellier la population locale sur leurs agissements qui prêtent à confusion¹⁶. Après le mouvement d'humeur des jeunes : Les chefs Kablas Siguinani demandent pardon au Président de la République¹⁶. Les leaders de jeunesse de Séguéla s'agenouillent pour demander pardon au Président Alassane Ouattara, suite aux troubles survenus à l'annonce du décès du Premier ministre, Hamed Bakayoko La cérémonie a eu lieu le mardi 16 mars 2021(...) » <https://www.7info.ci/seguela-les-jeunes-demandent-pardon-a-lassane-ouattara/> consulté le 29/12/2023

président de la République. C'est ainsi que l'on peut lire à travers les propos rapportés que

... nous voulons rassurer le président Ouattara pour lui dire que le Worodougou lui appartient. Comme feu le premier ministre Ahmed Bakayoko disait : l'air que nous respirons dans le Worodougou appartient au président Alassane Ouattara. Nous disons que le cœur du Worodougou appartient au président Alassane Ouattara et qu'il peut en disposer comme il l'entend.¹⁷

Selon F. Lefebvre cité par Z. Sidibé dans son plaidoyer pour la loyauté en politique : Jeu et enjeux dans la cohésion du RHDP¹⁸ : « *la loyauté en politique n'est pas une option, elle est un devoir* ». Pour lui, bien que les paroles puissent l'exprimer, les actes doivent témoigner de la loyauté sans ambiguïté. Elle s'interdit le double discours et proscriit dans la même veine, l'antinomie entre ce qui est dit et ce qui est fait. L'appel au pardon vise dans un sens à contredire ce qui se dit ou ce qui se raconte sur le compte d'un individu. Il vise à réaffirmer son attachement à quelqu'un ou à l'idéal incarné par ce dernier. Le faire ainsi, c'est mettre fin à des rumeurs qui visent à entacher la loyauté et la fidélité. Cette fonction place l'information au cœur de l'action politique. En effet, affirmer sa loyauté et sa fidélité, au-delà du simple acte, est une stratégie de positionnement politique. Elle vise à récolter des dividendes politiques ou sociales, personnelles ou collectives. Une région dont plusieurs cadres font partie du cercle décisionnel du président de la République ne peut s'accommoder d'une duplicité des attitudes. Le décès du premier ministre Ahmed Bakayoko est l'événement qui a déclenché les manifestations contre le pouvoir à Séguéla. Cette tragédie a été objet d'interprétations diverses dans l'opinion publique par le fait de la désinformation. Selon les acteurs de cette journée, la rumeur est orchestrée par des personnes extérieures. On peut le saisir dans la déclaration d'un élu de la région et cadre du RHDP

¹⁷ News.abidjan.net/articles/689767/dr-meite-abdoulaye-depute-de-sifiekamalo-worofla-seguela-8217821-ahmed-bakayoko-nous-laisse-comme-heritage-le-soutien-au-president-ouattara-et-le-developpement-de-notre-region82178217

¹⁸ Fratmat.info du 26/12/2022 une contribution de Dr Sidibé Zakaria, cadre du RHDP

« Séguéla ne brûle pas, le Worodougou ne brûle pas. Ce qui s'est passé sur les réseaux sociaux n'est pas le fait de la jeunesse du Worodougou. La jeunesse du Worodougou a toujours été, elle est et elle sera toujours avec vous »¹⁹

Le pardon, maître-mot des « sabari days » en Côte d'Ivoire, est révélateur d'un dispositif stratégique que les gouvernants utilisent pour atteindre des objectifs. Ces objectifs sont liés à la gestion du pouvoir et aussi à sa conservation. Il convient alors, après avoir déterminé les fonctions des « sabari days » de voir comment l'usage politique du pardon influence la démocratie.

3. La théâtralisation du pardon : une volonté de nuire à la démocratie ?

Cette étude ne servirait à rien si l'organisation des « sabari days » n'était pas mise en rapport avec la gouvernance politique de la Côte d'Ivoire. Elle le serait plus si l'on n'avait pas envisagé de les mettre en rapport avec la démocratie. Comme en témoigne la Une du journal Le Temps, ci-dessous présentée, il faut questionner la démocratie au prisme de ces appels au pardon.

¹⁹ Yeclo.com/manifestations-au-deces-dhamed-bakayoko
cf Dr Meïté Abdoulaye



Le Temps N° 5179 du jeudi 18 mars 2021

Les médias sont des acteurs sociopolitiques. Par leur existence et grâce à leurs contenus, ils contribuent à la dynamique sociale, politique, économique et démocratique... En tant que tels, ils aident les individus à s'informer afin de participer à la vie nationale. Ils permettent aux citoyens de s'exprimer librement et de faire connaître leurs aspirations. La Une ci-dessus fait mention des « sabari days » que nous évoquons depuis l'entame de ce travail de recherche. En nous appuyant sur cette Une très expressive, nous montrerons que les journées du pardon sont contre-productives pour la démocratie. En d'autres termes, elles mettent à mal la liberté d'expression et la participation citoyenne. Ensuite, nous présenterons ces journées comme la banalisation des aspirations populaires au profit de la stratégie de positionnement politique et électoraliste.

3.1. Du point de vue de la liberté d'expression

La liberté de discussion est essentielle dans la démocratie. Elle permet d'éclairer l'opinion publique. Toute restriction de celle-ci heurte le droit des individus à être informés et à être formés. De façon classique, la

liberté d'expression est le droit qu'a le citoyen de discuter et de critiquer les comportements et les décisions des gouvernants. Elle inclut aussi la possibilité de proposer des solutions aux gouvernants. En démocratie, la liberté d'expression est d'or. Elle l'est d'autant plus qu'elle en est l'une des caractéristiques essentielles qui permet de l'apprécier. La liberté d'expression est un levier sociopolitique important, car elle permet d'avoir une opinion publique formée et capable de faire des choix. Cette opinion s'enrichit de la densité, de la qualité et de la variété des connaissances qui circulent dans l'espace public. Même si on ne peut objecter que les discours contradictoires pourraient circuler dans le même temps, il n'est pas faux de dire que toutes les formes de discours qui inondent l'espace public, profitent à la démocratie. La liberté d'expression donne la possibilité aux entités, aux individus de s'exprimer sur des sujets de leur convenance et au moment où ils le souhaitent. Les médias sont le baromètre de la vitalité démocratique, car ce sont eux qui font circuler les informations. Ils sortent du secret les actions des gouvernants et donnent de la matière à débat dans les assemblées. Dans ses Essais politiques, D. Hume (1999) en arrive à la conclusion que l'habitude des hommes à la libre discussion des affaires publiques fait progresser leur jugement et les met par conséquent à l'abri des effets des rumeurs. La liberté d'expression est en soi est un bienfait. Pour sûr, elle améliore la qualité de l'opinion publique en rehaussant le niveau d'appréhension de la vie politique. Elle développe, par ailleurs, le niveau de compréhension des phénomènes et aiguise l'analyse citoyenne. Or, la censure par l'autorité publique est souvent utilisée pour faire taire les médias et les leaders d'opinion. Cela est d'autant plus regrettable que ces derniers représentent des dispositifs de médiation, de médiatisation, de vulgarisation et de conscientisation. Dans la logique De Tocquevillienne, on peut attribuer quelques erreurs aux médias, mais il n'en demeure pas moins que leur apport à l'éveil du public soit plus à considérer. Les faits relatés supra dans le cadre des « sabari days », témoignent de la volonté des gouvernants de surveiller la parole publique. Les gouvernants jouent alors sur la fibre conspirationniste. Cette posture permet de mettre le pouvoir (gestion et conservation) au cœur de

la stratégie. Les leaders d'opinion sont perçus alors comme des ennemis quand ils portent les voix et les aspirations des individus dans l'espace public. Pour eux, ces derniers travailleraient à l'instabilité et à la chute du pouvoir en place. Dans une telle logique, on comprend que la fonction utilitaire du leader d'opinion ne trouve son sens que si ce dernier joue le rôle voulu par les autorités. En plus, ce qui montre aussi que ces journées sont un désastre démocratique, c'est la volonté de passer la société multipartite à une société à parti unique. Si les contestations, les grèves, les dénonciations sont comprises comme des activités de subversion, c'est que les gouvernants n'ont d'yeux que pour le pouvoir. À partir de la prise de parole publique ou la mobilisation autour de causes sociales, politiques ou économiques, les leaders assument leur mission d'influencer positivement certaines décisions publiques. En surtitrant « *Sabari Days de Bouaké à Séguéla* », les journalistes du quotidien Le Temps, veulent mettre l'accent sur l'itinérance de la pratique. Cette expression montre que la pratique gagne du terrain et s'est même institutionnalisée. Le titre « *La Côte d'Ivoire à genoux, en pleine démocratie* » vient mettre en avant le contraste entre flagrant entre la gèneflexion généralisée et le système politique en Côte d'Ivoire. En effet, telles que théâtralisées, ces cérémonies tendent à se rapprocher de la religion. Dans ce sens, le pardon

est, selon ces philosophes fortement ancrés dans la tradition judéo-chrétienne, par essence grâce et gratuité. Il n'a de valeur que parce qu'il échappe à toute règle de l'échange ou à l'impératif du contre-don. Il ne peut être délégué à un tiers médiateur, mais doit être assumé par un choix et un acte de responsabilité personnelle ²⁰.

Pourtant, dans une démocratie vraie, les gouvernants doivent scruter les discours afin d'en tirer le meilleur profit pour améliorer les décisions. De même, les mouvements populaires et contestataires doivent être des occasions pour modifier certaines politiques maladroites et impopulaires.

²⁰ <https://journals.openedition.org/africanistes/7179?lang=en> consulté le 04/01/2024

3.2. De la banalisation des aspirations populaires à la stratégie de positionnement politique et électoraliste

Les cérémonies de demande de pardon, telles qu'organisées en Côte d'Ivoire, mettent en scène les cadres du pouvoir et les personnes supposées fautives. Ce sont des journées qui visent à réparer un tort causé au président et au gouvernement. Lors de ces cérémonies, les effets liés à la dénonciation supplantent les causes qui ont amené les individus à agir ainsi. Les raisons, qui motivent les actions de mécontentement des populations, sont balayées du revers de la main par l'autorité publique. Sous cet angle, les aspirations sont banalisées et l'événement donne lieu à une tribune de positionnement politique. Ainsi, diverses personnalités politiques appartenant au pouvoir se mettent en attraction à travers des déclarations chocs. Ce sont les députés du parti au pouvoir, des ministres, des conseillers du président de la République, des cadres du parti, etc. Nous sommes bien dans une relation verticale qui tente de montrer que la faute est réelle. Cette relation de domination est aussi démontrée par la demande verbale du pardon et la mimique (la gèneflexion) qui l'accompagne. La Une, évoquée plus haut, essaie alors de montrer les aspects de la théâtralisation du pardon dans l'interrogation suivante : *« comment les jeunes ont été forcés à l'humiliation ? »*. En parcourant l'ensemble des discours qui se sont tenus lors des cérémonies du pardon et même, ceux qui les appellent, on perçoit une volonté d'incriminer les individus. Cette stratégie est assortie de la volonté de redorer le blason des autorités politiques. Une communication verticale priorisant la posture dominante des autorités politiques. Certains propos laudateurs s'assimilent à de la propagande politique, alors pour A. Dorna, elle

renvoie à un ensemble de desseins idéologiques et techniques dont le but est de favoriser une stratégie de conquête de pouvoir, d'emprise sur le public, de cohésion des partisans et de maîtrise des adversaires jusqu'à les réduire au silence et à l'impuissance²¹.

²¹https://www.google.ci/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwiv8tTuj9EAxWwUkEAHYEgCzoQFnoECFUQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.fssp.uaic.ro%2Fargumentum%2Fnumarul%25207%2F03_Dorna_tehno_final.pdf&usg=AOvVaw2I9Fdgi

À la lumière des trois (3) faits analysés, les fonctions politiques ont été clarifiées. Il ressort que le politique utilise les cérémonies de pardon pour se mettre davantage en lumière. De même, les enjeux de pouvoir y sont perceptibles. Au demeurant, ces cérémonies servent à faire circuler, à bon compte, des informations qui contribuent à la construction de soi dans l'espace public. La théâtralisation du pardon, dans ses aspects scéniques et discursifs, témoigne de la volonté de jouer sur les affects par la co-construction de l'idéal RHDP. Cette co-construction se fait avec les représentants politiques et les personnes incriminées. Les gouvernants se vantent de leurs prouesses sociopolitiques et contraignent les « fautifs » à la contrition. Les discours sont construits intentionnellement à la gloire du président de la République, de son gouvernement et du parti. Pour C. Constantopoulou, alors

en fonction des sociétés et de la conjoncture historique, les mises en scène ont été destinées à impressionner, rassurer, mystifier ou terrifier, les spectateurs ; elle peut avoir une fonction heuristique, illustrant les différentes responsabilités du pouvoir aux yeux des sujets, promouvoir l'ethos de la personne publique ou au contraire jouer un rôle de désinformation analogue à celui de la propagande ²².

La médiatisation des « sabari days » participe à amplifier et à y donner plus de visibilité. Dans ces circonstances, l'appel au pardon scénarisé vise à mettre la population dans une situation de remords. L'absolution de l'impardonnable est la preuve du caractère affable et débonnaire du président de la République. En agissant ainsi et en culpabilisant, il est possible que les problèmes ayant été à la base des événements soient passés par perte et profit. La légitimité du combat se

brT95s925BTYJST&opi=89978449

²²Christiana CONSTANTOPOULOU, «Introduction : Mises en scène du politique contemporain *Introduction: Theatricalization of the Contemporary Politics*», *French Journal For Media Research* [en ligne], Browse this journal/Dans cette revue, 7/2017 Mises en scène du politique contemporain, Mises en scène du politique contemporain/Theatricalization of the Contemporary Politics, mis à jour le : 21/12/2016, URL : <https://frenchjournalformediaresearch.com:443/lodel-1.0/main/index.php?id=1238> consulté le 10/01/2024

trouve prise en otage par la volonté de se construire un personnage politique plaisant, aimé et adulé. La banalisation des problèmes liés à la gouvernance se fait au profit de la construction d'une bonne image, d'une bonne réputation. En démocratie, le droit de manifester est un droit reconnu. Or, dans les situations que nous avons présentées dans cette étude, le droit de dénoncer et le droit de manifester sont annihilés par l'impératif de cohésion, de sauvegarde l'image des gouvernants, dont le chef de l'État. Mieux, l'usage des « sabari days » renferme des fonctions politiques dont le seul objectif est la conservation du pouvoir.

Conclusion

Depuis 2010, l'espace public, en Côte d'Ivoire, connaît une succession d'événements dénommés « sabari days ». Ce sont des journées du pardon qui concernent les gouvernants et les populations. Au cours de cet article, nous avons exposé sur ces nouvelles pratiques récurrentes dans l'espace public. Les objectifs poursuivis par l'étude nous ont amené à trier sur le volet, des comptes-rendus parus dans les médias, notamment la presse en ligne. À l'aide de l'analyse de contenu, cette recherche a voulu percevoir les « sabari days » comme instrument de gouvernance aux mains des autorités politiques en faisant ressortir leurs fonctions politiques et leurs conséquences sur la démocratie. Les fonctions, mises en exergue tout au long de ce travail, sont de trois ordres.

Premièrement, les « sabari days » visent l'instauration et le maintien de la cohésion politique et ethnique. Elle permet aux gouvernants d'intimider et de menacer les individus (les leaders d'opinion) qui sont de plus en plus enclins à la critique. Par cette pratique, ils empêchent les individus d'évaluer leurs actions et décisions. Deuxièmement, ces journées assurent une fonction de sauvegarde de l'image et d'exonération politique.

Cette fonction des « sabari days » permet aux gouvernants de rejeter la responsabilité sur autrui par la recherche de boucs émissaires. Elles servent à véhiculer une bonne image des gouvernants. Troisièmement, elles ont une fonction d'affirmation de la loyauté au chef. Cette fonction est une passerelle pour se positionner en vue de bénéficier individuellement ou collectivement de dividendes politiques. Les journées

du pardon sont exploitées comme des tribunes de renforcement de l'image du parti et de son leader. Cette stratégie a une connotation électoraliste. Les « sabari days » sont devenues une pratique politique courante en Côte d'Ivoire. Si le pardon en lui-même est une disposition qui permet aux individus de cohabiter en bonne intelligence, c'est son rôle dans le champ politique qui pose problème. Les fonctions, ci-dessus énumérées, contribuent à placer la démocratie au second plan. La liberté d'expression qui est un pilier majeur de la démocratie se trouve phagocytée par les ambitions politiques. Les gouvernants sont alors plus tournés vers la conservation du pouvoir, car « *la prolifération des scènes de repentance et de pardon tend à effacer la dimension du pur pardon qui n'est ni politique ni social* » (J. Derrida 2014 p. 104). Les « sabari days », comme instrument de gouvernance politique en Côte d'Ivoire, ont un impact négatif sur la démocratie.

Références bibliographiques

- BARDIN Laurence, 1977 : *L'Analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BONNEVILLE Luc, GROSJEAN Sylvie et LAGACE Martine, 2007 : *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Montréal, Les Éditions de la Chevalière.
- BRETTON Philippe et PROULX Serges, 2002 : *L'explosion de la communication, introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte.
- CHARAUDEAU Patrick, 1997 : *Le discours de l'information médiatique : la construction du miroir social*, Paris, Nathan-INA.
- CONSTANTOPOULOU Christiana, Introduction : Mises en scène du politique contemporain *Introduction : Theatricalization of the Contemporary Politics*», *French Journal For Media Research* [en ligne], Browse this journal/Dans cette revue, 7/2017 Mises en scène du politique contemporain, Mises en scène du politique contemporain/Theatricalization of the Contemporary Politics, mis à jour le : 21/12/2016, URL :

- <https://frenchjournalformediaresearch.com:443/lodel-1.0/main/index.php?id=1238> consulté le 10/01/2024.
- DOMENACH Jean-Marie, 1950 : *La propagande politique*, Paris, PUF.
- DORNA Alexandre, *Discours de propagande et techniques de manipulation*
- FANCELLO Sandra et MARY André, 2018 : *Institutions du pardon et politiques de la délivrance en Afrique de l'Ouest*. 76-99
URL : [Institutions du pardon et politiques de la délivrance en Afrique de l'Ouest \(openedition.org\) / https://journals.openedition.org/africanistes/7179?lang=en](https://journals.openedition.org/africanistes/7179?lang=en)
consulté le 04/01/2024.
- FRANÇOIS Patrick, 2013 : *Le marketing politique. Stratégie d'élection et de réélection*. Paris, L'Harmattan.
- FREGA Roberto, 2020 : *Le projet démocratique, une approche pragmatiste*, Paris, Edition de la Sorbone.
- HUME David, 1999 : *Essais moraux, politiques et littéraires*, Paris, éd Alive.
- MATTES Robert, 2019 : *La démocratie en Afrique : la demande, l'offre, et le 'démocrate insatisfait', Synthèse de politique N°54, d'Afrobaromètre*.
URL : [ab r7 polycypaperno54 democratie en afrique synt hese de politique fr1.pdf](https://www.afrobarometer.org/fr/54-democratie-en-afrique-synthese-de-politique) consulté le 12/12/2023
- MILGRAM Stanley, 1969-1974 : *Soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Levy.
- POIRMEUR Yves et MAZET Pierre (dir) 1999 : *Le métier politique en représentations*, Paris, L'Harmattan.
- RINGOOT Roselyne, 2014 : *Analyser le discours de presse*, Paris, Armand Colin.
- TCHAKHOTINE Serges, 1939-1952 : *Le viol de foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard.
URL : <https://journals.openedition.org/africanistes/7179?lang=en> consulté le 04/01/2024.
- ZARKA Yves Charles, 2014 : *Le pardon de l'impardonnable. Derrida en question*, *Archives de philosophie* 77 (3), p. 435-447.

- « Côte d'Ivoire : Un sabari day pour Aguib Touré au palais présidentiel »
URL : [Côte d'Ivoire: Un sabari day pour Aguib Touré au palais présidentiel - Afrique sur 7](#) consulté le 29/12/2023
- « Côte-d'Ivoire : Wallaye ça fait pitié » URL :
<https://connectionivoirienne.net/2016/08/09/cote-divoire-wallaye-ca-fait-pitie/> consulté le 29/12/2023
- « Séguéla : les jeunes demandent pardon à Alassane Ouattara » URL :
<https://www.7info.ci/seguela-les-jeunes-demandent-pardon-a-alassane-ouattara/> consulté le 29/12/2023